

## CINQ SYNDICATS DE L'ÉDUCATION DÉBRAYENT DEMAIN

## Une journée de l'enseignant sans enseignants

**L'Intersyndicale des syndicats autonomes de l'éducation a décidé de frapper fort. Pas moins de cinq syndicats du secteur vont débrayer le 5 octobre. Le choix de la date n'est pas fortuit. La grève coïncide avec la célébration de la Journée internationale de l'enseignant. Les cadres syndicaux observeront un rassemblement devant le ministère de l'Éducation.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le Conseil des lycées d'Algérie (CLA), le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), le Cnes, le Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique (Snapap, éducation) rejoints par l'Union nationale du personnel de l'enseignement et de la formation (Unpef) renouent ainsi avec les actions communes. Ils comptent marquer les esprits lors de cette journée symbolique pour le secteur.

Dans leur déclaration-appel, les syndicats autonomes expliquent que cette action est motivée par «la situation catastrophique dans laquelle se débat le secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur sur le plan pédagogique avec la surcharge des classes, les

volumes horaires, la réduction des postes budgétaires et le plan social avec la non-modification du statut particulier, la non-promulgation du régime indemnitaire, la perte vertigineuse du pouvoir d'achat, la contractualisation et la précarisation de l'emploi».

Dénonçant le silence de la tutelle, ils disent «prendre acte de la fuite en avant des pouvoirs publics et de l'absence de volonté de répondre aux revendications légitimes des travailleurs de l'éducation et de l'enseignement supérieur en faisant dans la diversion par de faux problèmes (week-end, couleur du tablier)».

Les syndicats autonomes se battent depuis plusieurs années pour la promulgation du régime indemnitaire, la révision du statut particulier de l'enseignant, la retraite après 25 ans de service, la revalorisation du point indiciaire, une école publique de qualité, la fin du



Photo : Samir Sid

L'Intersyndicale a renoué avec la protesta.

système de contractualisation et l'abrogation de l'article 87 bis concernant le calcul du SNMG. Ils avaient donné le ton dès la rentrée. Plusieurs d'entre eux avaient déjà marqué la rentrée par une journée sans enseignants. Des actions qui en dépit de leur incontestable succès laissent de marbre le ministre de l'Éducation. C'est ce qui explique l'escalade qui caracté-

rise le secteur de l'éducation. Aux revendications récurrentes qui restent en suspens depuis plusieurs années sont venues s'ajouter à l'occasion de cette rentrée des problèmes liés à la surcharge des classes et au volume horaire trop important.

Pour rappel, beaucoup de syndicats avaient averti que l'année s'annonce difficile pour les enseignants et les élèves

soumis à un rythme infernal. La grève de ce lundi ne représente que les prémices de ce que sera l'année scolaire puisque les syndicats autonomes ne comptent pas s'en tenir à ce débrayage.

Des actions seront menées en solo ou dans le cadre de l'Intersyndicale, tout au long de l'année.

N. I.

## L'INSCRIPTION EN LIGNE EXIGÉE PAR L'ONEFD RÉVÈLE DES DÉFAILLANCES

## Les postulants dénoncent les lacunes du nouveau mode d'inscription par Internet

**Tel qu'il a été annoncé en ce début de l'année scolaire, l'inscription à la formation à distance se fera uniquement par le biais du site officiel sur Internet de l'ONEFD, et ceci, selon les initiateurs de ce projet, afin de faciliter la tâche aux postulants et optimiser cette opération.**

**Ben Aziz - Oran (Le Soir)** - Une démarche entreprise dans le cadre de la modernisation du système éducatif national.

Sauf que, sur le terrain, ce nouveau mode d'inscription imposé aux étudiants pour la validation de leurs inscriptions pose déjà des difficultés majeures.

Si certains étudiants «chanceux» ont réussi à s'inscrire en ligne, beaucoup d'autres n'arrivent toujours pas à compléter cette procédure et redoutent d'être privés, cette année, de leur droit à poursuivre leurs études à distance, notamment à l'approche de la date du dernier délai fixé pour la clôture des inscriptions, prévu à la fin de ce mois.

Selon M. Baki, directeur du Centre régional d'enseignement et de formation à distance (CREFD), sis à Oran, et qui regroupe chacune des wilayas d'Oran et de Sidi-Bel-Abbès, ce nouveau système mis en place devait apporter un grand

soulagement aux candidats résidents au niveau des localités lointaines du CREFD d'Oran, en leur raccourcissant la distance à parcourir pour achever et valider leurs inscriptions.

Notre interlocuteur souligne que «le candidat domicilié dans l'un des villages les plus reculés de Sidi-Bel-Abbès, à titre d'exemple, n'aura plus besoin, avec ce système, de se déplacer jusqu'à Oran pour accomplir son inscription. Il n'aura qu'à se rendre dans un cybercafé, pour faire le nécessaire. Une fois, la pré-inscription achevée par l'intéressé et son dossier envoyé par poste à l'adresse indiquée, le CREFD, après vérification, donnera son aval et la candidature du postulant sera retenue».

Selon M. Baki, «le candidat retenu, en cas de besoin, pourra recevoir par voie postale, entre autres documents dont il a droit, son attestation d'inscription». Cependant,



Ce nouveau mode d'inscription pose des difficultés majeures.

l'avis de nombreux candidats, concernés par la nouvelle mesure en question, est tout autre.

Selon un jeune candidat à l'inscription à la formation à distance, rencontré au niveau du CREFD d'Oran, ce n'est que grâce à l'aide d'un technicien, gérant d'un cybercafé, qu'il a réussi sa préinscription en ligne, après d'innombrables tentatives.

Ce jeune qui a eu du mal à réussir la première phase de son inscription, fait remarquer que «la manipulation de l'Internet

n'est pas à la disponibilité de tout le monde», notamment s'agissant de candidats de moyen niveau d'instruction et qui sont les plus frappés par les difficultés posées par ce nouveau mode d'inscription.

En fait, le plus grand obstacle constaté par les postulants, consiste dans la saturation du site officiel sur Internet de l'ONEFD. Un site qui ne dispose que d'une faible capacité d'accueil ouvrable de 8h à 20h. D'autre part, le plus étonnant c'est que les initiateurs de ce «grand

projet informatique, qui a nécessité au moins trois ans de préparation, les agents administratifs chargés de l'inscription des candidats, doivent effectuer un double travail, au lieu de synchroniser cette opération et de minimiser l'effort nécessaire pour l'achèvement de cette procédure.

Faute de disponibilité d'une base de données, répertoriant la liste des élèves scolarisés ou non, chacun selon son niveau et son diplôme, comme c'est le cas concernant les

inscriptions à l'université - où la nomenclature des lauréats du bac est systématiquement communiquée au ministère de l'Enseignement supérieur à l'issue de la publication des résultats du BAC.

Pour sa part, le système informatique mis en place par l'ONEFD pour prendre en charge les candidatures est dans l'incapacité de distinguer entre la bonne inscription et la mauvaise, ni même vérifier par la suite la véracité des propos déclarés par l'intéressé. Il est également constaté que ce logiciel conçu par des professionnels, met le personnel administratif relevant des différents centres de l'ONEFD installés en Algérie, selon leurs zones de compétence, dans l'obligation de révéifier, un par un, les dossiers de candidats afin de s'assurer de la véracité des propos avancés par ces derniers.

L'expérience tirée cette année par «les faiblesses», de ce système d'inscription nécessitera sûrement plus de réflexion pour éviter aux candidats et au personnel administratif, un gaspillage de temps et d'effort.

B. A.

Photo : Samir Sid